

PROSPECTIVE DE L'OFFRE ALIMENTAIRE

CONCLUSIONS

par Jacques Risse¹

Jean-Louis Rastoin, Michel Griffon, Jacques Nefussi et Gérard Viatte nous ont présenté, sous ses divers aspects, la prospective de l'offre alimentaire à l'horizon 2050.

Avant même de les entendre, nous étions convaincus de l'importance du sujet et de son ampleur. Ce qu'ils nous ont dit nous a non seulement conforté dans cette opinion mais aussi montré, qu'au-delà des inévitables contradictions observées dans les textes et entre auteurs, il ne sera pas facile de satisfaire les besoins alimentaires de l'espèce humaine dans les années à venir.

Il faudra, nous a dit Michel Griffon, et c'est une certitude, ce n'est pas une hypothèse, pourvoir aux besoins de 9 à 10 milliards d'hommes en 2050. En d'autres termes, l'agriculture et les industries connexes devront, dans les quarante années à venir, nourrir deux à trois milliards d'hommes de plus qu'elles n'en nourrissent aujourd'hui. C'est un fabuleux défi qui leur est lancé en même temps d'ailleurs qu'il est lancé à la recherche. Et il sera d'autant plus difficile à relever que de lourdes contraintes, trop souvent contradictoires, pèseront sur les acteurs :

- Hausse sensible et inévitable du coût de l'énergie,
- pénurie d'eau potable,
- relative exiguïté des terres cultivables disponibles,
- mutations climatiques accompagnées d'une redistribution des terres cultivables et cultivées à la surface du Globe,
- sauvegarde de la biodiversité.

Tout aussi prégnants que ceux que nous venons d'évoquer, divers facteurs viendront encore complexifier le problème :

- Vieillesse de la population avec émergence de besoins différents en nature et en qualité,
- urbanisation croissante de cette même population avec des conséquences identiques,
- exigences incontournables de sécurité des aliments,
- soucis nutritionnels accrus liés tout autant à un omniprésent désir de bien-être qu'aux besoins de soigner son apparence ou de vieillir en bonne santé et le plus longtemps possible,
- niveau moyen d'instruction en forte hausse,
- populations à la fois de mieux en mieux informées et de plus en plus soumises au sensationnalisme, voire aux diktats, de l'information,
- absolue nécessité pour la société de réduire la prévalence des maladies nutritionnelles coûteuses pour le budget de la santé et désastreuses au plan humain (obésité, diabète, hypercholestérolémie...),
- abandon progressif des repères culturels traditionnels.

¹ Président de l'Académie d'Agriculture, président de l'AVEC (Fédération européenne des industries de la volaille).

Ajoutons enfin que les mesures envisageables, qu'elles soient techniques, technologiques, économiques ou politiques, ne pourront se mettre en place et donner des résultats satisfaisants que si elles rencontrent l'assentiment des populations. L'acceptabilité sociale et son corollaire, la communication, constituent des éléments fondamentaux du devenir.

En 1773, à Saint-Petersbourg, Diderot s'était entendu répondre par Catherine II à qui il proposait des mesures ambitieuses, propres selon lui à résoudre quelques uns des problèmes les plus graves de l'Empire des Tsars : *Vous ne travaillez que sur le papier qui souffre tout, tandis que moi, pauvre impératrice, je travaille sur la peau humaine qui est bien autrement irritable et chatouilleuse.*

Denis Diderot avait certes raison de proposer à la souveraine des mesures qu'il jugeait efficaces mais La Grande Catherine savait d'expérience qu'une mesure n'est réellement efficace que le jour où on réussit à la rendre acceptable.

Autant le dire, les défis que doit relever la société actuelle sont colossaux. Il ne sera guère plus facile de répondre aux questions posées que de résoudre le problème de la quadrature du cercle ! Nos conférenciers nous ont à plusieurs reprises parlé d'inévitable révolution et sans doute ont-ils raison. Mais, ne nous y trompons pas, les révolutions technique et technologique qu'ils pressentent s'accompagneront quasi inévitablement d'importantes évolutions sociales et sociétales.

Leur diagnostic établi, nos intervenants ont proposé des remèdes ou mieux encore ouvert des pistes de réflexion. J'en ai retenu quelques unes mais ma liste ne se veut pas exhaustive, elle se veut cependant un peu critique.

Avant d'aller plus loin, j'aimerais souligner que le délicat problème de la compatibilité production de biocarburants / satisfaction des besoins alimentaires, que nous avons déjà et à plusieurs reprises évoqué dans cette enceinte, a été soulevé. Il se résume en quelques mots: pourrions-nous à la fois remplir les réservoirs de carburant et nourrir les hommes ? La question ne peut pas être écartée d'un revers de main. Nul doute que notre Compagnie y reviendra.

Venons-en maintenant au point capital. Comment répondre à la demande future sous son double aspect quantitatif et qualitatif ?

Deux modèles, a-t-il été dit, s'offrent à nous : le système agro-industriel et les systèmes dits alternatifs.

Le modèle agro-industriel, nous a dit Jean-Louis Rastoin, malgré d'indéniables apports, n'est pas parvenu à atteindre l'objectif de tout système alimentaire : *assurer l'accès de tous à une alimentation disponible à proximité, économiquement accessible, culturellement acceptable, sanitaires et nutritionnellement satisfaisante.* (Sommet mondial de l'alimentation. Québec 1995)

En dépit de ses insuffisances relatives, le système agro-industriel reste, à n'en pas douter, porteur d'avenir. Nous sommes pour la plupart convaincus qu'il peut grâce à la recherche, grâce à la créativité de ses cadres, grâce à son dynamisme propre, grâce enfin à son adaptabilité, apporter des solutions satisfaisantes à des problèmes cruciaux. Tout donne à penser qu'il pourrait bien jouer un rôle primordial tout au long du XXIème siècle.

Il n'est d'ailleurs pas facile de lui substituer des systèmes alternatifs, en d'autres termes des systèmes basés sur de relativement modestes unités de proximité. Jean-Louis Rastoin écrit d'ailleurs : *un schéma productif basé sur de petites unités de production agricole et artisanale malgré l'empathie qu'il peut susciter dans un contexte de gigantisme des firmes agro-industrielles et agro-tertiaires, signifierait immanquablement une forte baisse de la productivité du travail.*

En fait, les deux modèles ne sont pas incompatibles, ils sont plutôt complémentaires et devraient heureusement cohabiter. Les systèmes alternatifs ont sans aucun doute un rôle à jouer à côté du modèle agro-industriel, à la fois dans les pays en voie de développement (PVD) où ils

permettraient de maintenir en milieu rural des populations prêtes à se laisser séduire par les néons de la ville et dans les pays riches où ils permettraient de répondre aux demandes dites de niche.

Outre ces deux grandes options, d'autres solutions ont été évoquées qui permettraient de résoudre plus aisément les problèmes posés.

La remise en cause du régime alimentaire moderne, fondé de plus en plus, rappelons-le, sur la consommation de protéines d'origine animale, offre une première piste. Le rendement protéines végétales/ protéines animales est, on le sait, faible, voire très faible (1 à 5, 1 à 7). S'agit-il de gaspillage ? Ce n'est ni aussi évident ni aussi simple que d'aucuns voudraient le laisser croire. D'abord parce que le cas des herbivores doit être mis à part, ensuite parce que la valeur symbolique des aliments ne peut être ignorée, enfin, et beaucoup plus prosaïquement, parce que les essais réalisés avec le steak de soja n'ont pas tenu toutes leurs promesses.

A été également évoquée la part de l'alimentation dans le budget des ménages. Que gagnerait-on à l'augmenter un peu ? Elle est, on le sait, fabuleusement différente dans les pays dits riches et dans les PVD. Faible et désormais à peu près stable dans les premiers, elle est élevée mais diminue progressivement dans les autres.

Si elle augmentait dans les pays à fort niveau de vie, cela permettrait peut-être d'envisager le passage à des systèmes alternatifs ou d'améliorer les caractéristiques nutritionnelles ou organoleptiques des aliments qui coûteraient un peu plus cher.

La réussite des produits sous signe de qualité dans notre pays (AOC, IGP, Labels, Agriculture biologique) a montré que ce n'était pas impossible et que certains consommateurs étaient disposés à dépenser plus pour satisfaire leurs exigences objectives ou subjectives. Mais sont-ils nombreux ? Jusqu'où sont-ils prêts à aller ?

De plus, si la part de l'alimentation augmentait dans le budget des ménages, cela ne perturberait-il pas l'équilibre subtil qui s'est instauré non sans peine tout au long des cent dernières années ? Dans un jeu à somme constante, augmenter la part de l'un des composants, c'est inévitablement réduire celle des autres. Même si l'accroissement du seul coût des matières premières n'entraînait qu'une faible hausse du prix final des produits, elle entraînerait tout de même une hausse. Quelles en seraient les conséquences ? Baisse en quantité des achats de produits alimentaires ? Baisse des achats d'autres produits ? Report des achats sur des produits importés ? Il est difficile de prévoir ce que pourrait être le comportement des consommateurs en pareil cas. Il est plus difficile encore de prévoir quelles conséquences économiques cela pourrait avoir. Nous devons nous poser la question et tenter d'y apporter une réponse.

En bref, un équilibre subtil s'est institué. Promouvoir un autre ordre alimentaire, protéger l'environnement, éviter les longs transports, amènerait sans doute sa remise en cause. Rien ne dit que les consommateurs l'admettraient aisément !

Bien sur, la situation dans les PVD est fort différente : la part de l'alimentation dans les budgets des ménages est très élevée, les revenus sont faibles, voire très faibles parfois, et même trop souvent, insuffisants pour couvrir les besoins alimentaires de base. Sans doute, les modèles alternatifs permettraient-ils de maintenir à la terre des gens qui, sans cela, iraient grossir les bataillons urbains. Mais les choses sont-elles aussi simples ?

Le regard porté par Jacques Nefussi sur la prospective de l'offre alimentaire est sensiblement différent de celui de ses collègues. Il nous a longuement parlé de l'émergence d'un modèle serviciel dans la production agricole au sein des filières agroalimentaires.

Cette création de service, cette tertiarisation pour reprendre le mot qui a été utilisé, est, nous a-t-il rappelé, observable dans tous les pays développés. Et elle va de la prestation de services aux ménages et aux entreprises jusqu'à la prestation de services aux collectivités. Il ne s'agit pas seulement, avons-nous compris de mettre au point des techniques promotionnelles sophistiquées, il s'agit d'abord et avant tout de répondre aux besoins nouveaux, et légitimes, de consommateurs

immergés dans une société en devenir et aux modes de vie en complète évolution. *Le service* nous a dit Jacques Nefussi, *est un résultat, ce n'est pas un moyen.*

Quel rôle pourrait jouer le développement des services dans la production agricole de subsistance? La réponse à cette question mérite réflexion, les enjeux sont considérables. L'exemple de la filière légumes est là pour nous montrer qu'il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit.

Au total, et c'est un truisme que de le rappeler, mille et une questions se posent quand on parle d'un problème aussi essentiel que celui de nourrir les hommes. D'ailleurs peut-on en parler au seul échelon national? Évidemment non! Les échanges de marchandises sont nombreux, les informations circulent, les hommes voyagent.

L'agriculture avait pour fonction majeure de nourrir les hommes, elle l'a toujours, mais elle doit désormais la remplir en tenant compte de nombreux paramètres: elle doit respecter l'environnement, elle doit contribuer à l'équilibre territorial et social, participer à la lutte contre la pauvreté. Et tout cela dans un contexte géopolitique nouveau et complexe.

La politique du fil de l'eau constitue-t-elle une solution? Évidemment non! De nombreux organismes interviennent déjà mais peut-on pour autant parler de bonne gouvernance. Gérard Viatte a soulevé le problème de la cohérence, de la coordination, en un mot de l'efficacité de cet ensemble aux ambitions louables et généreuses et s'il n'est pas facile de répondre, il est bon de poser la question.

Pour terminer en quelques mots, je dirai simplement que vous, Messieurs, et nous, membres de cette Compagnie, avons encore à réfléchir, à beaucoup réfléchir, aux questions abordées aujourd'hui. Mais nous n'avons pas l'éternité pour le faire. Apportons nous aussi notre pierre à l'édifice commun et faisons le sans tarder.